

Numéro	Modalité	Date	Observation	Thématique	Réponse de Dinan Agglomération
1	Courriel	06/05/2021	6 questions et observations sur le règlement littéral : 1- l'absence de réglementation par rapport aux limites de fond de parcelles 2- la défintion des règles de hauteurs des constructions 3- les clôtures et haies 4- l'impossibilité de construire en limite latérales en zone UCb 5- l'usage de la teinte blanc pur 6- l'absence de règle d'emprise au sol pour la zone UCsc	Règlement littéral	Réponse apportée par mail le 19/05/2021 : <i>(Extrait)</i> "1- Il n'est effectivement pas prévu de modifier le règlement littéral concernant les distances à respecter au sujet des limites de fond de parcelles. Cette question n'ayant pas été soulevée par les élus locaux lors du premier inventaire des demandes d'évolution du document. Votre proposition sera présentée aux élus référents du projet de modification du PLUiH. 2- Il n'est effectivement pas prévue de modifier le règlement littéral concernant les hauteurs. La rédaction de cette règle ayant déjà été ajustée lors de la première modification simplifiée du PLUiH, en 2020. 3- Votre observation fait écho à d'autres demandes liées à la rédaction des articles 7 "Aspect extérieur des constructions et aménagements de leurs abords". Dinan Agglomération souhaite pouvoir modifier cet article en réinterrogeant celui-ci dans sa globalité et non pas par un unique aspect (exemple : clôture, toiture, etc...). Ainsi une réflexion pourra être menée sur ce sujet. Mais cette réflexion doit être engagée en prenant en compte l'ensemble du territoire de Dinan Agglomération et nécessite donc un temps de travail non compatible avec la présente procédure de modification du PLUiH. 4- Les zones UCb, correspondent à des zones pavillonnaires peu denses, où la densification n'a pas été souhaitée par les élus locaux (à la différence des zones UCa) afin de préserver le cadre paysager existant. Cette volonté se traduit par une impossibilité de construction sur les limites latérales. Par une procédure de modification, une zone UCb peut basculer en zone UCa. 5- Au sujet des façades des constructions, la teinte blanc pur est toujours interdite sur l'ensemble du territoire. Mais la remarque effectuée lors de l'enquête publique à ce sujet a été prise en compte puisque le règlement indique "les règles générales ci-dessous peuvent admettre des exceptions au regard des caractéristiques du bâti traditionnel, notamment en communes littorales". Cette phrase permet d'accepter des projets de constructions avec une teinte blanc pur si le contexte urbain le justifie. 6- Cette erreur sera corrigée via la présente modification du PLUiH"
2	Courriel	15/05/2021	Demande avoir connaissance des modifications du PLUiH pour le zone de Dinan-Léhon	Autres	Réponse apportée par mail le 19/05/2021 : <i>(Extrait)</i> Transmission de la liste des objets du secteur de Dinan et du lien URL vers les documents.
3	Courriel	19/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Pleudihen sur Rance	Constructibilité	Réponse apportée par mail le 21/05/2021 : <i>(Extrait)</i> "Le cadre de la procédure de modification du PLUiH est définie par le code de l'urbanisme. Ainsi, les fondamentaux du PLUiH approuvé en 2020 ne seront pas modifiés. Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ne sont pas modifiées. Ainsi, la présente procédure de modification n°1 du PLUiH n'a pas pour objet l'ajout de nouvelles parcelles constructibles."
4	Courriel	17/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Caulnes	Constructibilité	Réponse apportée par mail le 19/05/2021 : <i>(Extrait)</i> "Le cadre de la procédure de modification du PLUiH est définie par le code de l'urbanisme. Ainsi, les fondamentaux du PLUiH approuvé en 2020 ne seront pas modifiés. Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ne sont pas modifiées. Ainsi, la présente procédure de modification n°1 du PLUiH n'a pas pour objet l'ajout de nouvelles parcelles constructibles."
5	Courriel	28/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Languenan	Constructibilité	Réponse apportée par mail le 01/06/2021 <i>(Extrait)</i> : "Le cadre de la procédure de modification du PLUiH est définie par le code de l'urbanisme. Ainsi, les fondamentaux du PLUiH approuvé en 2020 ne seront pas modifiés. Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ne sont pas modifiées. Ainsi, la présente procédure de modification n°1 du PLUiH n'a pas pour objet l'ajout de nouvelles parcelles constructibles."
6	Courrier	14/05/2021	Demande l'inconstructiité d'un terrain à St Cast le Guildo	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 30/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, je tiens à vous informer que les modifications du PLUiH ne peuvent remettre en cause les orientations générales de ce document. Considérant des éléments, je suis au regret de vous informer que la demande de M. ROLLAND ne peut donc pas être prise en compte dans le cadre de la modification n°1 du PLUiH-Année 2021."

7	Courrier	21/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Pleudihen sur Rance	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 28/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
8	Courrier	25/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à St Helen	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 28/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
9	Courrier	31/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Matignon	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 21/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
10	Courrier	13/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Bobital	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 28/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
11	Courrier	18/05/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à St Carné	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 28/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
12	Courrier	09/06/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Fréhel pour un projet de restaurant drive	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 30/06/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, je tiens à vous informer que les modifications du PLUiH ne peuvent remettre en cause les orientations générales de ce document. Considérant des éléments, je suis au regret de vous informer que la demande de M. BEAUCE ne peut donc pas être prise en compte dans le cadre de la modification n°1 du PLUiH-Année 2021."

13	Courriel	12/07/2021	Demande d'identification d'un bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination à Plouër/rance.	Changement de destination	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Au regard des critères d'identification des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, le(s) bâtiment(s) que vous avez identifiés correspondent à nos critères. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis favorable à l'identification de ce(s) bâtiment(s) pour qu'il(s) puisse(nt) faire l'objet d'un changement de destination.
14	Courrier	12/07/2021	Demande d'identification d'un bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination aux Champs-Géraux	Changement de destination	Réponse apportée par courrier en date du 01/09/2021 : (Extrait) Au regard des critères d'identification des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, le(s) bâtiment(s) que vous avez identifiés correspondent à nos critères. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis favorable à l'identification de ce(s) bâtiment(s) pour qu'il(s) puisse(nt) faire l'objet d'un changement de destination.
15	Registre	12/07/2021	Prise d'information de la suppression de l'ER n°45 au projet de modification du PLUiH	Emplacement Réserve	Observation ne nécessitant pas de réponse.
16	Courriel	12/07/2021	Critique le "galimatias de technocrate utilisé tout au long de ce document"	Autres	Observation ne nécessitant pas de réponse.
17	Courrier	08/07/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Vildé-Guingalan	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 13/07/2021 : (Extrait) "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
18	Courriel	13/07/2021	1- Demande le classement de la parcelle D561 de UE en UA 2- Parcelles A690 et A51 : Bâtiments anciens pouvant faire l'objet d'un changement de destination 3- Parcelle D2882 : Bâtiments anciens pouvant faire l'objet d'un changement de destination 4- La Jossais D2882 et D271 - Arbres remarquables 5- Bd du Petit Paris AB48 - Arbres remarquables 6- Villag des Alleux Parcelle AA29 - Arbres remarquable	Autres	Réponse apportée par mail le 31/08/2021 : (Extrait) Suite à vos demandes de modification du PLUiH, effectuées dans le cadre de la concertation préalable, je vous confirme que l'ensemble de vos demandes pourront être pris en compte dans le cadre la présente procédure.
19	Courriel	23/07/2021	Demande d'identification d'un bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination à Caulnes	Changement de destination	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Au regard des critères d'identification des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, le(s) bâtiment(s) que vous avez identifiés correspondent à nos critères. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis favorable à l'identification de ce(s) bâtiment(s) pour qu'il(s) puisse(nt) faire l'objet d'un changement de destination.
20	Courriel	29/07/2021	Demande la suppression de l'emplacement réservé n°48. Bénéficie d'un courrier du Maire de Dinan avec avis favorable et sollicitant DA de le Faire	Emplacement Réserve	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Vous avez formulé, par courriel en date du 25/07/2021, une demande de modification du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) de Dinan Agglomération dans le cadre de sa modification n° 1 - Année 2021 au sujet de la suppression de l'emplacement réservé n°48. Votre demande a été étudiée par la ville de Dinan, bénéficiaire de l'emplacement réservé, qui a émis un avis favorable à sa suppression. Ainsi, je vous informe que nous prenons en compte votre demande et envisageons la suppression de l'emplacement réservé n°48 dans le cadre la procédure de modification n°1 du PLUiH.
21	Courriel	29/07/2021	Parcelles C1714 et C10 : Bâtiments anciens pouvant faire l'objet d'un changement de destination	Changement de destination	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Au regard des critères d'identification des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, le(s) bâtiment(s) que vous avez identifiés correspondent à nos critères. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis favorable à l'identification de ce(s) bâtiment(s) pour qu'il(s) puisse(nt) faire l'objet d'un changement de destination.

22	Courriel	29/07/2021	Demande l'aménagement un merlon anti-bruit le long de la RN176 vis-à-vis de son habitation.	Autres	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) ménagement d'un merlon anti-bruit le long de la RN 176, au niveau de la résidence de la Pommeraie. Cette demande, bien que justifiée, ne concerne pas le document d'urbanisme et la modification n°1 du PLUiH. Je vous encourage à vous rapprocher de la mairie, propriétaire du terrain, afin qu'elle puisse étudier la faisabilité de votre demande avec les partenaires présents (Diro, ERDF, etc.).
24	Courriel	16/08/2021	Transmission de 2 courriers de particuliers : Famille Briand, Famille Leray pour des demandes de changements de destination à Caulnes	Changement de destination	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Au regard des critères d'identification des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, le bâtiment situé sur la parcelle H184 au Haut-Breuil correspond à nos critères. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis favorable à l'identification de ce bâtiment pour qu'il puisse faire l'objet d'un changement de destination. Le projet de modification n°1 est en cours et rentrerait en vigueur au cours du premier trimestre 2022. Ainsi, dès lors que le PLUiH sera modifié, il sera possible de déposer en mairie, un permis de construire valant changement de destination. Celui-ci sera instruit par le service instruction de Dinan Agglomération qui doit consulter, pour ce type de projet, la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF). En revanche, pour le bâtiment (hangar) situé sur la propriété cadastrée G 709, G 469, G470 et G710 au Pré Rouillon, celui-ci ne présente pas de caractère architectural patrimonial à préserver, il ne peut pas être étoilé pour un changement de destination. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis défavorable à l'identification de ce bâtiment pour qu'il puisse faire l'objet d'un changement de destination.
23	Courrier	12/07/2021	Demande d'identification d'un bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination à Corseul	Changement de destination	<i>Réponse en attente</i>
25	Courriel	17/08/2021	Demande la constructibilité d'un terrain à Quévert pour un projet d'aménagement de 3 lots.	Constructibilité	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Le cadre de la procédure de modification du PLUiH est définie par le code de l'urbanisme (article 153-36 du Code de l'Urbanisme). Ainsi, les fondamentaux du PLUiH approuvé en 2020 ne seront pas modifiés. Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ne sont pas modifiées. Ainsi, les zonages U (zone urbaine) et AU (à urbaniser) ne peuvent pas être modifiés via la procédure de modification. Ainsi, la présente procédure de modification n°1 du PLUiH n'a pas pour objet l'ajout de nouvelles parcelles constructibles.
26	Courriel	16/08/2021	Demande la modification du zonage AI et le retour de zonage Uh ou Nh à Plouër/rance. Demande que la modification du règlement concernant les possibilités d'extension en zone AI soit modifiée pour pousser de 20m² pour revenir à l'ancien PLU.	Règlement littéral	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) Au travers de l'élaboration du PLUiH, les élus de Dinan Agglomération ont travaillé à mettre en compatibilité le document d'urbanisme local avec le corpus législatif en vigueur. Ainsi, le basculement de nombreux secteurs de Plouër/rance de Ub ou Nh à l'ancien PLU de Plouër/rance à AI résulte de l'application de la loi littoral qui impacte fortement les droits à construire dans les communes concernées. Bien que la zone Agricole soit inconstructible pour de nouveaux bâtiments à usage d'habitation, il est toutefois possible de rénover ou d'étendre les bâtiments existants. Les possibilités d'extension des bâtiments en zone agricole doivent être définis dans le règlement littéral et bien que celui-ci peut être modifié, ces possibilités doivent rester limitées. Le projet de modification n°1 du PLUiH vient apporter une modification des droits à construire pour les bâtiments en zone AI car la mise en œuvre du PLUiH a démontré que de nombreux bâtiment de plus de 180m² d'emprise au sol était bloqué par le règlement. Ainsi, le projet de modification n°1 permettrait la possibilité d'étendre tous les bâtiments de plus de 200m² d'emprise au sol, de 20m² d'emprise au sol supplémentaire qu'ils fassent 220m² au 800m². Ce règlement permettra a de nombreuses grandes propriétés d'évoluer. Le projet de modification n°1 du PLUiH est soumis aux Personnes Publiques Associées (Etat, Chambre d'Agriculture, etc..) puis à la population via une enquête publique avant d'être approuvé par les élus locaux en Conseil Communautaire.
27	Courriel	25/08/2021	Demande le déclassement des zones 2AUH de Créhen concernés par une exploitation bio.	Constructibilité	Réponse apportée par mail le 24/08/2021 : (Extrait) La procédure de modification n°1 du PLUiH ne porte pas sur la remise en cause des zones à urbaniser à long terme des communes de Dinan Agglomération. Il n'est donc pas possible, juridiquement de prendre en compte votre demande dans ce cadre. Pour autant, votre demande sera portée à la connaissance de la Commune de Créhen et au service Développement Économique, en charge de la Stratégie Agricole et Alimentaire afin de l'étudier pour une éventuelle évolution du document d'urbanisme.

28	Courrier	20/08/2021	Demande la constructibilité de parcelles agricole à St Cast le Gildo.	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 25/08/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
29	Courrier	20/08/2021	Demande la constructibilité d'une parcelle à Languenan en échange de la non clôture d'un accès vers une autre habitation.	Constructibilité	Réponse apportée par courrier en date du 25/08/2021 : <i>(Extrait)</i> "A travers le PLUiH, les élus locaux répondent aux objectifs majeurs de la loi ALUR, à savoir la réduction de la consommation foncière et le développement prioritaire des bourgs. La lutte contre la consommation foncière se traduit par la réduction des zones constructibles, la limitation du nombre de village/hameaux pouvant accueillir de nouvelles habitations et la définition d'une densité minimale de logements par hectare dans les secteurs de projets.[...] Le PLUiH fait l'objet d'une procédure de modification suite aux demandes émanant des communes. Toute demande de modification doit être adressée en Mairie. Pour autant, les demandes de constructibilité nécessitent une procédure de révision générale du document, dont la mise en oeuvre n'est pas envisagée à ce jour."
30	Courriel	31/08/2021	Demande l'identification de bâtiments pour un changement de destination à La Vicomté/rance. Demande la possibilité de construire sur deux parcelles à La Vicomté/rance	Changement de destination	Réponse apportée par mail le 31/08/2021 : <i>(Extrait)</i> Concernant votre demande d'identification des bâtiments cadastrés 1710, 10 et 1492, nous avons récemment reçu cette demande de la part de la Commune de La Vicomté sur Rance. Au regard des critères d'identification des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination, le(s) bâtiment(s) que vous avez identifiés correspondent à nos critères. Ainsi, Dinan Agglomération émet un avis favorable à l'identification de ce(s) bâtiment(s) pour qu'il(s) puisse(nt) faire l'objet d'un changement de destination. Concernant le projet de permis de construire sur les parcelles 1492 et 35, j'ai le regret de vous informer que ces parcelles sont inconstructibles au PLUiH. Le PLUiH est conforme avec la loi littoral qui interdit l'édification de nouveaux bâtiments dans les zones non agglomérées. La présente procédure de modification du PLUiH ne peut pas modifier ce zonage
31	Courriel	31/08/2021	Demande la suppression d'EBC qui concerne des parcelles agricoles cultivées à Mégrit	EBC	Réponse apportée par mail le 02/09/2021 : <i>(Extrait)</i> Je vous confirme que ces parcelles ne sont pas concernées en totalité par la prescription Espace Boisé Classé. La prescription EBC vient du fait que ces parcelles sont bordés par des boisements protégés cadastrées sur des parcelles attenantes. Mais vos parcelles sont cultivées et peuvent le rester. Le PLUiH ne vient en aucun cas contraindre l'activité agricole sur ces parcelles. Enfin, je vous informe que la prescription EBC ne peut pas être modifiée dans le cadre d'une procédure de modification mais dans le cadre d'une procédure de révision (article L153-31 du code de l'urbanisme), ce qui n'est pas prévue avant plusieurs années.
32	Courriel	31/08/2021	Demande la suppression d'EBC qui concerne des parcelles agricoles cultivées à Mégrit	EBC	Réponse apportée par mail le 02/09/2021 : <i>(Extrait)</i> Je vous confirme que ces parcelles ne sont pas concernées en totalité par la prescription Espace Boisé Classé. La prescription EBC vient du fait que ces parcelles sont bordés par des boisements protégés cadastrées sur des parcelles attenantes. Mais vos parcelles sont cultivées et peuvent le rester. Le PLUiH ne vient en aucun cas contraindre l'activité agricole sur ces parcelles. Enfin, je vous informe que la prescription EBC ne peut pas être modifiée dans le cadre d'une procédure de modification mais dans le cadre d'une procédure de révision (article L153-31 du code de l'urbanisme), ce qui n'est pas prévue avant plusieurs années.
33	Courriel	31/08/2021	Demande la suppression d'EBC qui concerne des parcelles agricoles cultivées à Mégrit	EBC	Réponse apportée par mail le 02/09/2021 : <i>(Extrait)</i> Je vous confirme que ces parcelles ne sont pas concernées en totalité par la prescription Espace Boisé Classé. La prescription EBC vient du fait que ces parcelles sont bordés par des boisements protégés cadastrées sur des parcelles attenantes. Mais vos parcelles sont cultivées et peuvent le rester. Le PLUiH ne vient en aucun cas contraindre l'activité agricole sur ces parcelles. Enfin, je vous informe que la prescription EBC ne peut pas être modifiée dans le cadre d'une procédure de modification mais dans le cadre d'une procédure de révision (article L153-31 du code de l'urbanisme), ce qui n'est pas prévue avant plusieurs années.

34	Courriel	31/08/2021	Demande la constructibilité d'une parcelle à St Cast le Guido	Constructibilité	Réponse apportée par mail le 02/09/2021 : <i>(Extrait)</i> "Le cadre de la procédure de modification du PLUiH est définie par le code de l'urbanisme. Ainsi, les fondamentaux du PLUiH approuvé en 2020 ne seront pas modifiés. Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ne sont pas modifiées. Ainsi, la présente procédure de modification n°1 du PLUiH n'a pas pour objet l'ajout de nouvelles parcelles constructibles."
----	----------	------------	---	------------------	--

